

EN COUVERTURE

Le poids des Gafam

Chiffre d'affaires en 2020, en milliards d'euros

AMAZON
338,2

MICROSOFT
134,3

APPLE
257,6

FACEBOOK
67,5

ALPHABET
159,9

ATOS
11,2

OVH
0,63

ORANGE
42,3

CARREFOUR
78,6

7,5

FNAC-DARTY

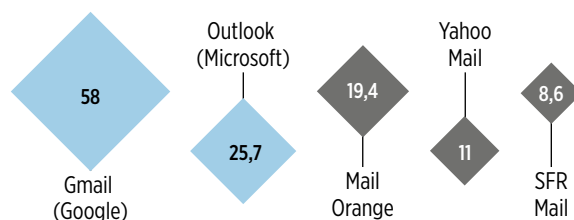
Source : sociétés.

Comment lire ce graphique ?
En septembre 2021, 58 % des Français ont visité le site et/ou l'application Gmail.

Les courriels français *made in USA*...

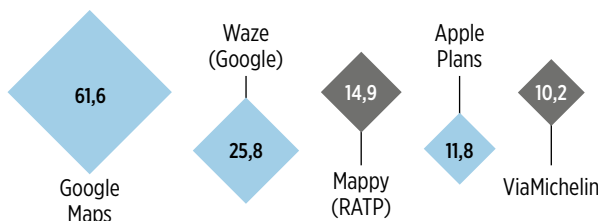
Taux de pénétration en France en septembre 2021

● Gafam
● Autres



... comme les outils de cartographie

Taux de pénétration en France en septembre 2021

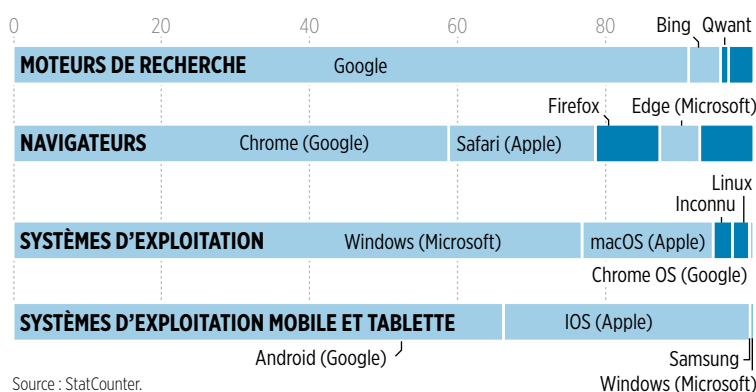


Source : Médiamétrie.

Omniprésence en France

Part des marchés en France en septembre 2021, en %

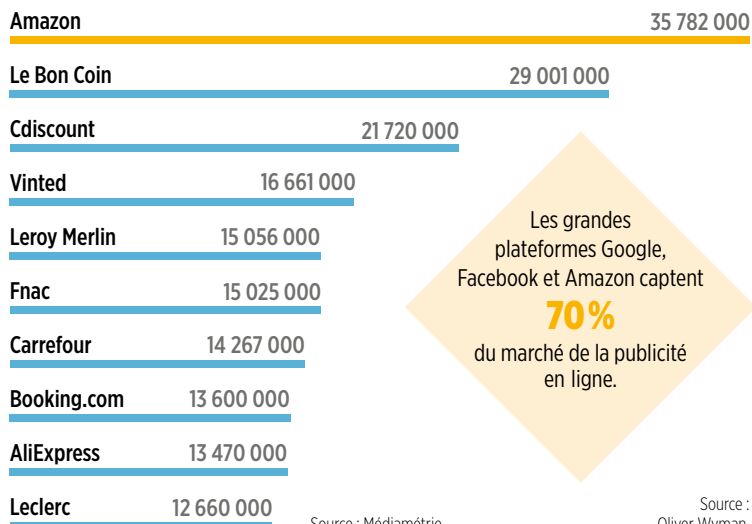
● Gafam ● Autres



Source : StatCounter.

Le top 10 des sites d'e-commerce les plus visités en France

Moyenne mensuelle des visiteurs uniques fin septembre 2021



Les grandes plateformes Google, Facebook et Amazon captent **70%** du marché de la publicité en ligne.

Source : Médiamétrie.

Source : Oliver Wyman.

Amazon, Google et les autres

Comment ils achètent la France



Mainmise. Leurs agents d'influence, leurs méthodes, leur poids réel dans notre économie... Notre enquête sur le sujet tabou de la présidentielle.

PAR GUILLAUME GRALLET

Ces sont encore les entrepreneurs français qui en parlent le mieux. « Confortablement installés au cœur de nos sociétés, de nos économies et de nos États, ils s'apparentent à des occupants pacifiques, non violents, bienveillants. En un mot, désarmants », explique Thomas Fauré, le créateur de Whaller, une suite logicielle alternative à celle de Microsoft, qui, face à cette « colonisation électronique », tient un discours guerrier : « Nous devons nous battre pour défendre notre liberté. » Dans son viseur ? Les Big Tech américaines, qui, après avoir charmé le grand public à travers l'e-commerce avec la star du genre, Amazon (voir page 68), s'invitent aujourd'hui dans l'appareil industriel, quand elles ne prennent pas racine au cœur même de l'État français.

Certes, tout le monde s'accorde pour reconnaître le caractère innovant des géants de la technologie que sont Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (Gafam). Amazon, par exemple, dépense plus en recherche et développement que tout le CAC 40 réuni. Peut-être sommes-nous coupables d'avoir

regardé de haut des acteurs nourris à la contre-culture américaine ? Quoi qu'il en soit, ces entreprises se sont lancées dans une course en avant que rien ne semble devoir arrêter et qui remet en question la destruction créatrice chère à Schumpeter, selon laquelle un concurrent plus innovant vient bousculer les situations établies. « La plupart des entreprises du secteur considèrent que la seule façon de survivre est de grossir », assure Tim Wu, professeur de droit à Columbia et auteur de *The Curse of Bigness*. Aujourd'hui, la taille de ces acteurs leur permet de s'acheter n'importe quel industriel européen sur une simple note de frais.

Dès lors, comment réagir ? Le secrétaire d'État au numérique, Cédric O, souligne à raison qu'il faut multiplier en France le nombre de licornes – ces entreprises non cotées valorisées plus de 1 milliard de dollars. Mais à condition que ce soit sur un socle solide. « L'écrasante majorité de la French Tech s'appuie sur du financement et des infrastructures de cloud américaines (voir page 60). Résultat : la valeur qui sera créée n'arrivera pas chez nous », regrette Yann Lechelle, directeur général de Scaleway, qui pour-

suit : « La réciprocité n'existe pas. Imagine-t-on un acteur français équiper le cœur des infrastructures critiques américaines ? » Comment expliquer enfin qu'une grande partie des logiciels du ministère français des Armées tourne sous Microsoft, et ce depuis 2009 ? La France a perdu la bataille, mais a-t-elle perdu la guerre ? « L'Europe doit se prendre en main, car nous avons une carte à jouer face aux Chinois et aux Américains. Nous pouvons être les non-alignés de la tech pour de nombreux pays qui ne nous suspecteront pas d'aspirer leurs données », observe de son côté l'entrepreneur Tariq Krim. On peut aussi miser sur une régulation capable de faire naître des Big Tech européennes. À condition que le pouvoir politique soit capable d'agir vite... Et l'on comprend mieux les efforts de lobbying déployés par les acteurs américains pour influencer sur les décisions importantes à Bruxelles (voir interview page 72), ainsi que leurs recrutements, destinés à les initier aux circuits de décision français (voir page 74). Il n'y a pas de fatalité, le ministère de l'Intérieur vient d'en faire la démonstration avec le choix récent du logiciel français Jalios ■



Tout commence par le cloud



Indépendance. Il ne peut pas y avoir de souveraineté numérique sans un espace souverain de stockage des données. Mais est-ce seulement possible aujourd'hui en France ?

PAR GUILLAUME GRALLET ET GUERRIC PONCET,
AVEC MICHEL REVOL ET OLIVIER UBERTALLI

Le 6 octobre dernier, le séisme est passé relativement inaperçu. Mais ses répliques n'ont pas fini de se faire sentir. Thales, groupe français de défense et de sécurité, dont le caractère stratégique n'est plus à démontrer (conception de radars de conduite de tir ou de sonars pour sous-marins pour les forces armées, solutions pour la protection des États, des villes et des infrastructures critiques) a tranquillement pactisé avec le diable...

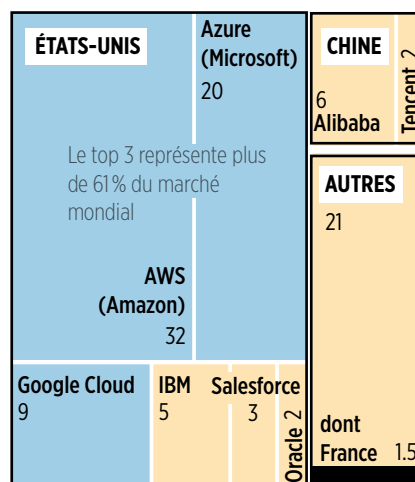
Le diable ? Pour reprendre l'expression popularisée par Jacques Séguela dans son livre consacré aux Gafam (1), celui-ci habite à Mountain View, Californie, et répond au nom de Google. Au cœur de l'accord entre Thales – dont l'État français détient 25,7 % du capital – et Google, on trouve un sujet de préoccupation majeur de tous les acteurs du monde économique aujourd'hui : le cloud. En français dans le texte, le « nuage », terme poétique qui coiffe une expertise logicielle ultracomplexe permettant le stockage et l'analyse de données, or noir du XXI^e siècle. Thales a signé avec Google un partenariat pour créer, ensemble, un service de cloud et le commercialiser auprès des entreprises privées mais aussi des institutions publiques. « Cet accord signe l'abandon de notre souveraineté au profit des Gafam. La France s'est alignée sur les intérêts américains... Cela signifie que nos données, même les plus sensibles, resteront à leur disposition », s'écrit, révolté, Jean-Paul Smets, fondateur de Rapid.

Space, acteur français du cloud. « C'est une bombe à retardement », enchérit la sénatrice Nathalie Goulet. Évidemment, ni Thales ni le gouvernement français ne partagent ce point de vue alarmiste. S'ils reconnaissent l'abandon définitif de l'idée d'un cloud 100 % souverain, qui aurait permis de mettre les données publiques ou privées sur des serveurs français protégés de toute ingérence étrangère, ils promeuvent l'idée nouvelle d'un « cloud de confiance », qui permettrait d'accéder aux technologies américaines tout en conservant la maîtrise des données, qui resteront hébergées en France. Il est vrai que les services seront proposés par une société de droit français, majoritairement détenue par Thales, et que les

données seront hébergées en France. Mais ces protections sont-elles suffisantes ? Rien n'est moins sûr... La coentreprise sera-t-elle soumise au Cloud Act américain, qui peut contraindre les fournisseurs américains (en l'occurrence Amazon, Google et Microsoft) à fournir des données stockées sur des serveurs, qu'ils soient situés sur le sol américain ou dans des pays étrangers ? Ce sujet du cloud, invisible mais si stratégique – dont s'emparent avec enthousiasme tous les candidats à l'élection présidentielle (de Valérie Pécresse, qui appelle à « réinvestir dans nos infrastructures de données et de logiciels, comme le général de Gaulle l'avait fait dans le nucléaire », à Arnaud Montebourg, qui dénonce la « scandaleuse gafamisation de l'État », en passant par Anne Hidalgo, qui refuse que les Français soient « les idiots du village global mondial », voir p. 76.) – est sur la table depuis quelques mois déjà. Mais il a pris une tournure plus dramatique avec la pandémie de Covid-19 et les questions soulevées en matière de confidentialité...

Les acteurs du cloud

À l'échelle mondiale, en parts de marché au 1^{er} trimestre 2021 et en %



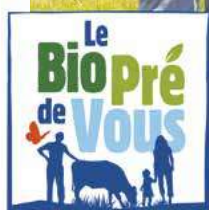
Source : Synergy Research Group.

LE DÉTONATEUR : LE DEVENIR DE NOS DONNÉES DE SANTÉ

S'il ne s'agit pas du premier service de l'État à avoir noué un contrat avec les grandes entreprises technologiques américaines – le ministère de l'Éducation nationale est sous contrat avec Microsoft depuis 2003, et le ministère des Armées depuis 2009 –, la naissance de la Plateforme des données de santé (Health Data Hub) a agi comme un détonateur. Cette plateforme, qui était déjà en ■■■



Sébastien, Cyril, Sandra, Jean-Philippe, éleveurs adhérents.



CHEZ SODIAAL,

Nos engagements



**800 éleveurs Bio adhérents
à la coopérative sont engagés
pour un lait de**

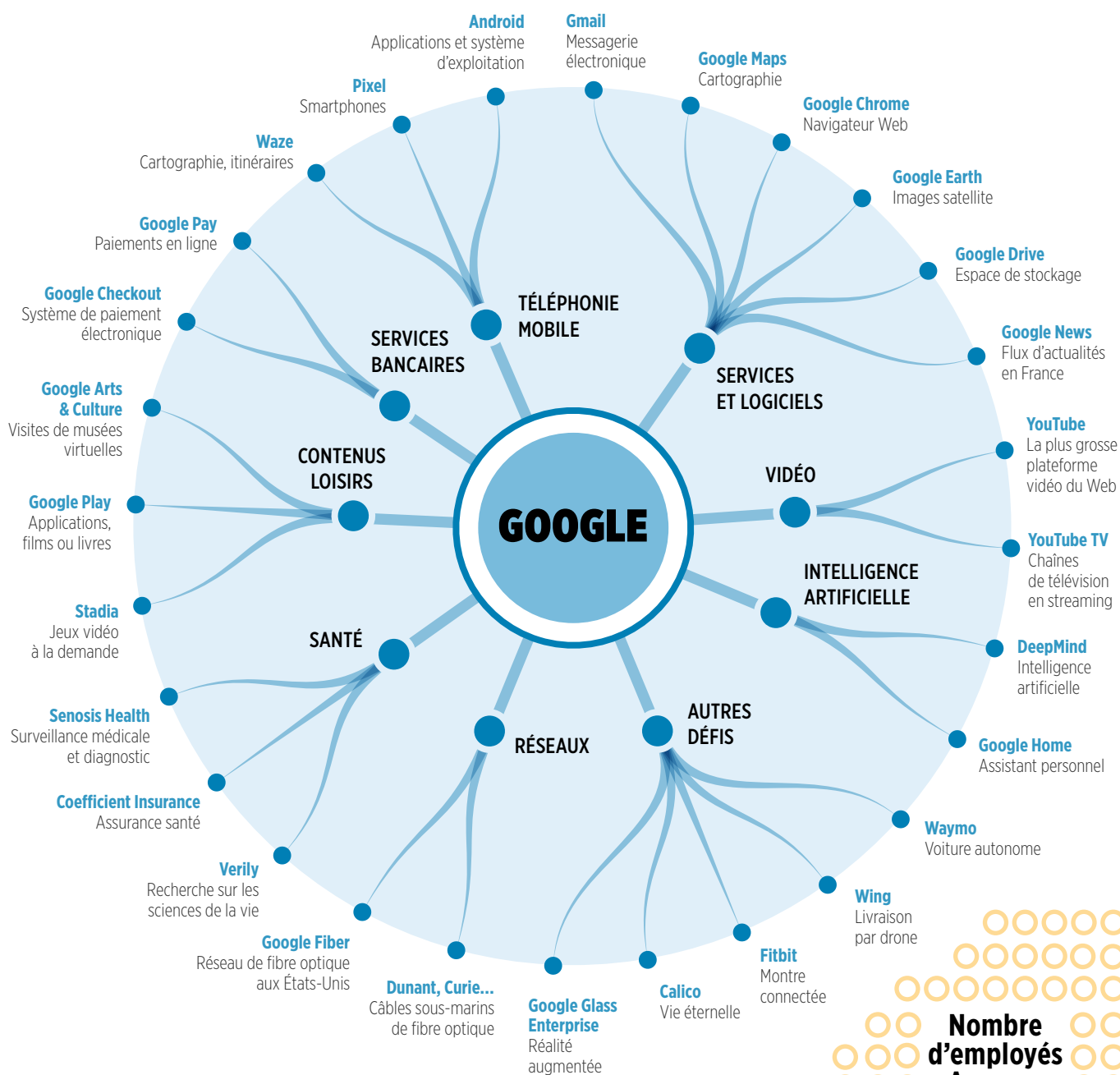
QUALITÉ FRANÇAIS.



Ensemble, nous, les 800 éleveurs bio de la coopérative Sodiaal, nous croyons en la force du collectif et préparons l'avenir. Nous sommes convaincus qu'il est de notre responsabilité de transmettre une terre et une alimentation plus saines à nos enfants.

Retrouvez nos engagements sur [Sodiaal.coop](https://sodiaal.coop)

SODIAAL
Coopérative Laitière Française



Chiffre d'affaires

159,87 milliards d'euros en 2020

Google Search & divers 91,16	Publicités YouTube 17,32	Google 20,24 Network Member's properties
	Autres 19,71	
	Google Cloud 11,44	

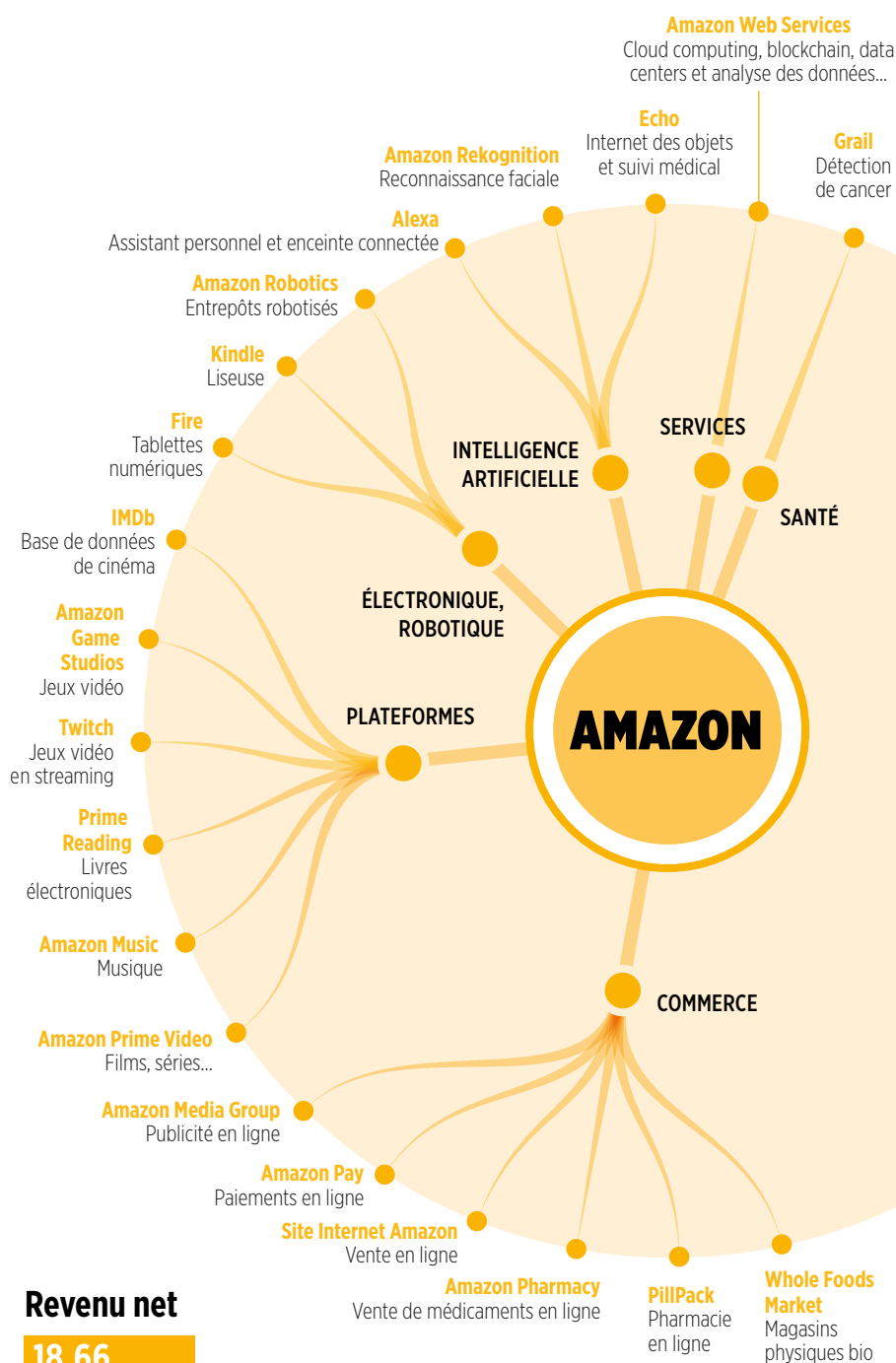
Revenu net

35,28 milliards d'euros

Source : Facebook.

Employés Google

135 301



Revenu net

18,66
milliards d'euros

Chiffre d'affaires 336,37 milliards d'euros en 2020

Boutique en ligne 172,57	AWS 39,42
	Services d'abonnement 21,9
	Autres 18,4
Services aux vendeurs tiers 70,08	Magasins physiques 14

Source : Amazon.

■■■ gestation depuis quelques années, est montée en puissance pour répondre à la crise sanitaire du Covid-19.

Sur le papier, sa mission est louable : croiser des bases de données pour mieux lutter contre les maladies. Un exemple ? « La plateforme permet de corréler des scanners thoraciques et des résultats de tests PCR afin de développer des outils d'intelligence artificielle permettant d'améliorer le dépistage des cas graves de Covid », explique Stéphanie Combes, administratrice Insee qui chapeaute ce projet doté d'un budget de 80 millions d'euros. Problème : l'organisation qu'elle dirige a décidé de confier une grande partie de nos données de santé à... Microsoft. « Nous avons rencontré un grand nombre d'acteurs du marché, continue-t-elle. Microsoft a été choisi parce que l'entreprise répondait aux exigences de sécurité et fonctionnelles. » Une décision qui a mis hors de lui Octave Klaba. Cet entrepreneur quadragénaire – né en Pologne, arrivé en France à l'âge de 15 ans – a bâti OVH, une société de cloud située à Roubaix qui vient d'entrer en Bourse. Il n'a pas digéré le fait qu'un industriel américain rafle le contrat. Le 29 mai 2020, il écrivait sur Twitter : « C'est la peur de faire confiance aux acteurs français de l'écosystème qui motive ce type de décision. La solution existe toujours. Le lobbying de la religion Microsoft arrive à faire croire le contraire. C'est un combat. On va continuer et un jour on gagnera. Ensemble »

NE ME QUITTE PAS

« Bonjour. J'espère que vous allez bien. J'ai vu sur LinkedIn que vous aviez lancé un business il y a quelques mois. En tant que découvreur de talents d'Amazon Web Services, je peux proposer aux start-up en phase d'amorçage quelque 5 000 dollars de crédits AWS valables durant deux ans (tout comme une formation et un accompagnement). » Cet e-mail, plus d'un créateur d'entreprise français l'a reçu ces derniers mois... Les services cloud d'Amazon s'appuient sur les données récoltées auprès de son million (!) de clients – parmi lesquels la SNCF, le géant des jeux vidéo Ubisoft ou la start-up de paiement en ligne PayFit – pour améliorer son offre en continu. Et surtout, elle sait y faire pour appâter de nouveaux clients. La séduction passe par la distribution de *vouchers*, c'est-à-dire des capacités de stockage gratuites dans le cloud, des services d'intelligence artificielle et la mise à disposition ■■■

■■■ de développeurs. Le tout, pour un temps limité. Le Congrès américain, qui a enquêté sur ces pratiques en 2020, a ainsi chiffré le montant maximal de ces « coups de pouce » pour start-up délivrés par Amazon à 100 000 dollars par an. Une offre qu'il est difficile de refuser lorsqu'on démarre une activité. « Ces pratiques se déroulent au nez et à la barbe du fisc : car sur les vouchers, il n'y a pas d'impôt, ni de TVA ! Pas vu, pas pris ! » explique le député Philippe Latombe.

Le cadeau est alléchant, bien sûr, mais le piège peut ensuite se révéler redoutable. Le Cigref, une association qui représente les responsables informatiques de la majorité des entreprises du CAC 40, a récemment qualifié la relation entre les géants du cloud et leurs clients de « drame en quatre actes ». Le premier est celui de la « lune de miel » : quand le fournisseur se montre attentionné envers son client. Dans l'acte II, le client se voit proposer une extension du nombre de contrats signés, puis il est très fortement incité à mettre à jour le système (acte III) avant de se rendre compte qu'il est prisonnier de ses fournisseurs (acte IV). « Le client comprend alors qu'il n'a pas la moindre marge de négociation et il subit d'importantes augmentations de prix qui le mettent à genoux », déplore Philippe Rouaud, responsable des relations fournisseurs du Cigref. Et je ne parle même pas de la complexification croissante des offres... » Dans le catalogue des pratiques contestées des Gafam figure celle des ventes couplées. « Il n'est pas rare de voir Microsoft proposer dans un premier temps sa suite bureautique Office 365, avant d'inciter ses clients à adopter son système de visioconférence Teams ou encore son offre de cloud Azure », détaille Grégoire Kopp, avocat en droit de la concurrence qui a passé plusieurs années à OVHcloud.

Même scénario chez Google, incontournable dans le domaine de la publicité en ligne, pour les annonceurs comme pour les éditeurs de sites : « Avec leur stratégie de plateforme, les Big Tech deviennent facilement un gatekeeper, un passage obligé pour les acteurs économiques. Lorsque vous êtes dominant, vous devez être transparent avec les clients sur les conditions d'accès aux services de la plateforme », nous expliquait il y a un an Emmanuel Combe, l'économiste qui vient d'être nommé à la tête de l'Autorité de la concurrence. Dans une étude publiée en août, le cabinet d'études Gartner regrette des hausses annuelles de tarifs « de l'ordre de 20 % pour pouvoir

Des impôts payés par les Gafam, enfin...

Le 8 octobre dernier, 136 pays ont conclu un accord pour rénover les règles mondiales de taxation des multinationales. Le compromis, encore suspendu à la validation du Sénat américain, devrait permettre aux États dans lesquels les grandes multinationales opèrent de récupérer une partie des recettes fiscales qui leur échappaient jusqu'à présent. En échange, la France devra supprimer sa taxe nationale sur les « services numériques » qui devait lui rapporter 518 millions d'euros, selon les prévisions du budget 2022. Opération perdante pour l'Hexagone ? Pas tout à fait. L'accord prévoit également de soumettre les multinationales à un impôt minimal mondial de 15 %. Selon un rapport de l'Observatoire européen de la fiscalité, celui-ci devrait rapporter 4 milliards d'euros à la France. **M. V.**

renouveler les contrats existants ». Comme si les Big Tech avaient réussi à passer des menottes aux poignets de leurs clients. Dans le jargon informatique, on appelle cela un *lock-in* (enfermement, en français). Ce mot décrit la difficulté d'un client à échapper à son fournisseur de cloud lorsqu'il commence à goûter à ses services. « Lorsque l'essai gratuit d'un client expire, il doit bien évidemment commencer à payer », poursuit le député Philippe Latombe, qui compare cette « accoutumance » a priori indolore à une première prise d'héroïne. Enfin, lorsqu'un client choisit de changer de fournisseur d'infrastructure, les frais de sortie sont souvent salés, parfois supérieurs à plusieurs millions d'euros...

LE CAC 40 ET BIG TECH : MODE D'EMPLOI

Amazon Web Services (AWS) compte parmi ses clients 80 % des entreprises du CAC 40. C'est le cas d'Engie, par exemple. Même si le géant de l'énergie a une stratégie « multicloud », c'est-à-dire qu'il travaille avec plusieurs fournisseurs de cloud – dont Microsoft, Google et le français OVH –, c'est à Amazon qu'il a confié « les données industrielles issues par exemple de ses centrales à gaz, de ses parcs photovoltaïques ou éoliens, ce qui permet de monitorer la production électrique, la météo, ou encore la durée de fonctionnement. » Pour quoi AWS ? « Car cette entreprise est pré-


sente dans le monde entier et permet le partage comme la traçabilité des données », précise Gérard Guinamand, chief data officer de l'énergéticien, qui souligne également que « sa capacité technologique permet de répondre à nos besoins et que ses services sont très appréciés des jeunes développeurs et des experts en science des données. » Bien souvent, s'appuyer sur un centre hyperscale, un centre de données à très grande échelle (Google, Amazon, Microsoft...), c'est bénéficier d'un coup d'avance.

C'est en tout cas la conviction de Franck Le Moal, directeur du numérique de LVMH, qui a officialisé un partenariat avec Google Cloud en juin. « Il y a trois ou quatre ans, quand on avait un signal de vente, c'est-à-dire des tendances de vente des produits vendus en magasin, il fallait en moyenne dix-sept à vingt jours pour le remonter à nos ateliers de production, a-t-il déclaré à l'occasion de VivaTech. Aujourd'hui, en travaillant ces données avec des algorithmes et l'intelligence artificielle, cela permet d'ajuster la production des ateliers en deux ou trois jours. » Et si les Gafam étaient tout simplement incontournables parce qu'ils sont les meilleurs dans le cloud ?

L'ÉTROITE LIGNE DE CRÊTE DU PRÉSIDENT MACRON

« On a aussi cette bataille sur le cloud parce qu'aujourd'hui, soyons clairs, on l'a perdue, cette bataille. Mais on doit la rouvrir. Parce que si on veut maîtriser durablement notre écosystème, si on veut vraiment être souverain au niveau européen, on doit rouvrir ce sujet. » Nous sommes le 14 septembre 2020 et Emmanuel Macron appelle une centaine d'entrepreneurs de la French Tech réunis à l'Élysée à repartir au combat. Quelques mois plus tard, le président a revu ses ambitions à la baisse en inventant un concept inédit : il n'est plus question de « cloud souverain », mais de « cloud de confiance ». Cela part d'un constat peut-être un peu déprimant mais réaliste : il est trop tard pour refaire l'Histoire. ■■■

« On peut critiquer nos choix dans le cloud mais il n'y a pas d'acteur équivalent ni en France ni en Europe ! »
Un patron du CAC 40



JE SUIS NÉ GRÂCE
À UN DON DE
SPERMATOZOÏDES.
AUJOURD'HUI
JE NE CHERCHE
PAS UN PARENT
MAIS DES RÉPONSES.

TBWA \ CORPORATE - Crédit photo : Ronan Guillou

Vous avez donné vos spermatozoïdes il y a plusieurs années. Merci, sans vous je ne serais pas là. Aujourd'hui, pour m'aider dans la quête de mes origines, la loi évolue. **Elle me donnera la possibilité d'accéder à vos données, identifiantes ou non. Bien sûr, uniquement si vous êtes d'accord.** Uniquement à moi. Uniquement à ma majorité. Et uniquement si je le demande. À partir du 1^{er} septembre 2022, vous pourrez donner votre consentement. Dans le cas contraire, vous n'aurez aucune démarche à faire. Cela vous concerne. Et moi aussi. Alors pensez-y.

Informez-vous sur dondovocytes.fr ou dondespermatozoides.fr, rubrique J'ai déjà donné.

0 800 541 541

Service & appel
gratuits

 **agence de la
biomédecine**
Du don à la vie.

Agence relevant du ministère de la Santé

■■■ La France ne dispose pas d'acteurs du cloud du calibre des stars américaines de la Big Tech, le fossé technologique est trop grand. « On peut critiquer nos décisions de partenariats dans le cloud, mais on n'a pas le choix, en réalité, confie un patron du CAC 40, qui exige la stricte confidentialité. Car il n'y a tout simplement pas d'acteur équivalent ni en France ni en Europe! »

Les entreprises françaises, notamment les start-up qui ont pour ambition de se transformer en licornes (sociétés valorisées à plus de 1 milliard de dollars), ont besoin de croître rapidement ; et donc de services de cloud performants. « Quand la SNCF veut vérifier l'état de ses rails après l'accident de Brétigny-sur-Orge, elle choisit la meilleure tech. Or elle est américaine. Même chose pour Doctolib, qui utilise AWS car c'est le cloud le plus efficace. Ils n'ont pas le temps d'attendre », défend Antoine Boulay, consultant pour AWS. D'où la notion de « cloud de confiance », label soutenu par le gouvernement, qui est supposé permettre aux opérateurs français de s'adosser aux technologies plus avancées des *hyperscalers*, tout en protégeant leurs données et en les conservant dans le pays. Outre l'association de Thales à Google, c'est aussi ce que s'appête à faire Orange avec Capgemini et Microsoft : la création de Bleu. Cette entreprise fournira ses solutions aux opérateurs d'importance vitale (OIV), à l'État français, à la fonction publique, aux hôpitaux et aux collectivités territoriales requérant la mise en place d'un cloud de confiance. Stéphane Richard, le PDG d'Orange, s'est entretenu à deux reprises sur le sujet avec le patron de Microsoft, Satya Nadella. Mais la communauté française de la tech s'inquiète. Quand le député Philippe Latombe se montre publiquement critique envers cette politique, il reçoit un SMS d'un conseiller de l'État : « Il ne faut pas se faire l'écho des théories du complot, selon lesquelles le gouvernement serait acquis aux Gafam sur le cloud et d'autre chose. C'est précisément à l'inverse que nous travaillons tout en maintenant la ligne de crête protech et probusiness qui caractérise le gouvernement et la majorité. »

CES START-UP QUI NE RENONCENT PAS

« Ces Big Tech américaines ont de fortes positions sur les marchés, et elles l'ont souvent bien mérité. Nous rêverions d'avoir de telles

L'assèchement des talents français

« Avec l'annonce de Facebook d'embaucher 10 000 personnes en Europe, ils vont créer insidieusement une pénurie de talents informatiques pour les sociétés et start-up françaises et européennes, sur un marché du travail déjà en forte tension. Il sera donc plus difficile de recruter des talents pour les entreprises de la tech française et européenne, explique David Chassan, directeur stratégique d'Outscale, la filiale cloud de Dassault Systèmes. Nous comptons sur la lucidité des ingénieurs et des techniciens qui veulent rejoindre des entreprises à mission, dans lesquelles ils trouveront une véritable place pour leurs idées et contributions. »

entreprises en Europe. Mais ce qui est condamnable, c'est d'empêcher l'arrivée de nouveaux concurrents par des moyens déloyaux », explique Jacques Crémer, chercheur à la Toulouse School of Economics. Car les fournisseurs européens de cloud – récemment regroupés au sein du consortium Gaia-X – ont bien du mal à résister. « C'est d'autant plus cruel que les solutions de cloud sur lesquelles les Big Tech s'appuient sont en grande partie nées en France, comme le gestionnaire de machine virtuelle Qemu, mis au point par le développeur Fabrice Bellard, le logiciel libre Docker, inventé à Télécom Paris, ou Scikit-Learn, une bibliothèque créée à l'Inria », regrette Jean-Paul Smets. Il y a quelques semaines, huit start-up françaises – Atolia, Jalios, Jamespot, Netframe, Talkspirit, Twake, Whaller et Wimi – ont annoncé être en mesure de présenter dès aujourd'hui une alternative crédible à la suite logicielle bureautique proposée par Microsoft. « Il est important d'acheter des solutions françaises, plutôt qu'américaines. Ces solutions existent et sont opérationnelles », a ainsi expliqué Alain Garnier, président de Jamespot et porte-parole du collectif. « Il n'y a de batailles perdues que celles qui ne sont pas livrées », enchérit Thomas Fauré, de Whaller. D'autres collectifs comme PlayFrance Digital et IT50plus estiment qu'il serait légitime que 50 % des achats publics soient réservés à des entreprises françaises ou européennes. Ce qui serait déjà un bon début... ■

1. *Le diable s'habille en Gafa*, de Jacques Séguéla (Éditions Coup de gueule, 2018, 214 p., 17 €).

« Les Big Tech empêchent l'arrivée de nouveaux concurrents par des moyens déloyaux. »
Jacques Crémer

Cédric O, je t'aime, moi non plus

Ce 2 novembre, le secrétaire d'État chargé du numérique s'est rendu au siège parisien d'OVHcloud pour annoncer un plan de soutien à la filière française du cloud. Cédric O mobilise 1,8 milliard d'euros pour renforcer les acteurs français face à l'écrasante concurrence des Big Tech américaines. À cette occasion, il a observé que « l'entrée en Bourse réussie d'OVHcloud est la preuve la plus éclatante de la capacité de notre écosystème à franchir les étapes pour s'imposer ». Ces mesures sont pourtant perçues comme trop timides. « Nous continuons d'acheter américain pour les services de l'État quand nous devrions uniquement commander aux start-up françaises et européennes. Face au protectionnisme américain, il faut cesser d'être naïf. Les Américains veulent contrôler l'Europe », estime Yann Lechelle, directeur général de Scaleway, fournisseur français de Cloud. « On peut sauter sur sa chaise en criant : "Souveraineté numérique, souveraineté numérique !" », mais ça ne se décrète pas. La réalité, c'est qu'il y avait trois licornes il y a quatre ans, on en a vingt aujourd'hui », se défend le secrétaire d'État. Cependant, que ce dernier ait été photographié avec un t-shirt Google lors d'un match de foot organisé par l'Arcep et la Cnil a été assez mal perçu... « Je n'adore pas cette photo, mais je ne regrette pas d'avoir joué ce match dédié à des œuvres caritatives », évacue le ministre, qui se targue d'avoir obtenu 20 % du total des fonds alloués au plan France 2030 pour le numérique et veut combattre les « débats crépusculaires » à l'occasion de la campagne présidentielle ■ M. S. ET G. G.



DES ANNÉES POUR RÉFLÉCHIR À SON LEGS



DES EXPERTS POUR LUI DONNER VIE

CONSTRUISONS ENSEMBLE UN LEGS QUI VOUS RESSEMBLE

En faisant un legs à la Fondation de France, vous êtes sûr de faire avancer efficacement les causes qui vous tiennent à cœur. Avec l'assurance que toutes vos volontés seront durablement respectées.

Pour tout renseignement, contactez Vincent Boulanger au 01 85 53 30 00, ou par courriel à equipelegs@fdf.org

**Fondation
de
France**

**La Fondation
de toutes les causes**



DEMANDE DE BROCHURE ET GUIDE PRATIQUE GRATUITS ET SANS ENGAGEMENT

À renvoyer à l'attention de Vincent Boulanger, Fondation de France, 40 avenue Hoche 75008 Paris

☐ **Oui, je souhaite recevoir la brochure d'information sur les legs et le guide pratique de la Fondation de France, en toute confidentialité.**

☐ **M.** ☐ **Mme** ☐ **Mme et M.**

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ CP : _____ Ville : _____

La Fondation de France collecte et traite de manière informatique les informations que vous lui transmettez afin de vous envoyer la brochure d'information que vous avez commandée, ainsi que pour vous communiquer des informations en lien avec ses missions et pour faire appel à votre générosité. Le traitement de vos données relève de l'intérêt légitime poursuivi par la Fondation de France. Les données enregistrées sont réservées à l'usage de la Fondation de France aux seules fins définies ci-dessus et sont conservées pour la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées. Les données enregistrées ne peuvent être communiquées, le cas échéant, qu'à ses partenaires ou prestataires soumis au respect des règles de protection des données. Conformément au Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données, et à la loi informatique et Libertés du 06 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'opposition. Vous pouvez aussi accéder aux données vous concernant et demander leur rectification et leur effacement. Vous avez enfin la possibilité d'exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données et du droit d'organiser le sort de vos données post-mortem. Pour exercer vos droits, vous devez vous adresser à donnees@fdf.org ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce cadre, au Délégué à la protection des données de la Fondation de France à dpo@fdf.org. Vous pouvez adresser une réclamation – en ligne ou par voie postale – auprès de la CNIL si vous estimez – après avoir contacté la Fondation de France – que vos droits ne sont pas respectés ou que le traitement mis en œuvre n'est pas conforme aux règles de protection des données.



Glouton. Le géant américain pèse aujourd'hui 17 % des ventes en ligne en France.

Le rouleau compresseur Amazon

Position dominante.
Le groupe de Seattle s'est vite imposé dans l'Hexagone. Récit.

PAR BEATRICE PARRINO

David Naggar gagne à être connu. Ce 25 août 2021, l'homme, arrivé tout droit de Seattle, s'avance discrètement vers le ministère de la Culture, à Paris. Quelques jours plus tôt, il a demandé à être reçu par Roselyne Bachelot. Et il va l'être, car Naggar n'est pas n'importe qui. Vraiment pas. Cet Américain travaille pour le géant Amazon ; il est le patron de sa division Livres. En France, où les chiffres de vente des bouquins sont aussi secrets que les codes nucléaires, on suppose qu'Amazon capte 10 % des achats en valeur. Autrement dit, Naggar est le premier vendeur de livres dans l'Hexagone. On le laisse donc pénétrer au cœur du pouvoir culturel, à la différence d'Enrique Martinez, numéro un de la Fnac Darty, qui, lui aussi, aurait bien voulu papoter avec la mi-

nistre. Car il vend bien son lot de livres, mais l'agitateur culturel bleu-blanc-rouge n'est « que » deuxième sur ce marché... Et pourquoi donc veulent-ils tous échanger avec Bachelot en cette fin d'été ?

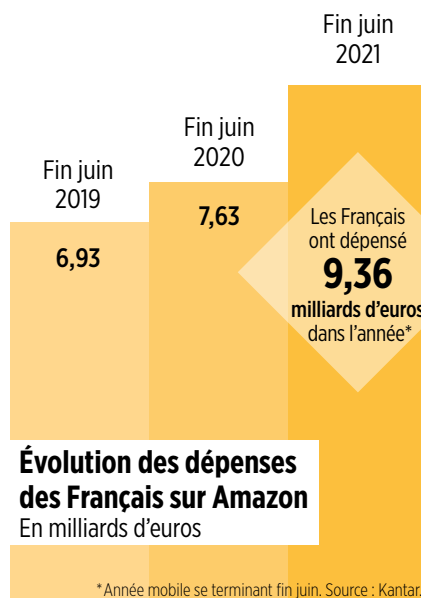
Flanqué de Frédéric Duval, représentant d'Amazon en France, et de Yohann Bénard, conseiller d'État devenu cheffolobbyiste du géant, notre Américain a parcouru 5 000 kilomètres pour exprimer son embarras face à une proposition de loi à l'étude au Parlement. Celle-ci impose à tout commerçant en ligne un prix plancher pour chaque livraison de livres. Jusqu'à présent, Amazon, copié ensuite par des distributeurs français, propose la livraison à 0,01 euro, détournant ainsi malicieusement la loi qui interdit la gratuité. Naggar promet à la ministre que, oui, oui, il appliquera des frais plus éle-

vés en France et, figurez-vous, dans le monde entier aussi. À une condition, tout de même. Que l'article introduisant le principe de prix plancher soit retiré de la proposition de loi. Réputée pour sa bonne humeur, Bachelot s'étrangle... Le texte, porté par la sénatrice LR Laure Darcos, est bien voté au Parlement et le « souhait » d'Amazon, ignoré. Amazon, la Fnac, Cultura, et votre librairie indépendante, tous devront facturer de vrais frais pour leurs ventes en ligne. Une première brèche chez notre nouvel ennemi préféré ? *« Amazon a imposé très vite ses pratiques, dans le secteur du livre mais aussi avec le Black Friday, des promos déconnectées des soldes réglementés. Amazon a bénéficié jusqu'ici de la naïveté des distributeurs et des pouvoirs publics »,* souligne un concurrent, partagé entre inquiétude et fascination. Essayez d'imaginer : introduit en Bourse en 1997, Amazon affiche une capitalisation de 1 470 milliards d'euros, contre 12 pour le quinquagenaire Carrefour, ou 1,5 pour le sexagénaire Fnac Darty. L'ogre pèse 17 % des ventes en ligne en France (9,36 milliards) ; si son rythme de croissance est inférieur à celui du marché, il en détient la plus grosse part.

« Amazon se fiche de savoir si un produit génère une marge. »
Philippe Goetzmann

GILLES ROLLE/REA

En France, tout a commencé en 2000, par ce petit objet, si symbolique : le livre. « Nous avons grossi, en nous imposant d'abord sur des marchés de niche. Vous cherchez une robe grande taille ? Vous allez sur Amazon. Vous cherchez un film tchèque ? Amazon. Pendant ce temps, les distributeurs se battaient entre eux et avec leurs fournisseurs », avance, narquois, un dirigeant de l'entreprise. Il est vrai qu'en ce début de millénaire, les Français en sont convaincus, il fera faillite, son modèle n'est pas viable... Grave erreur. Amazon vient de lancer une place de marché. En clair, il vend sur son site, en plus de ses propres produits, ceux de ses concurrents. Contre-intuitif pour un commerçant, mais redoutable d'efficacité. De manière inattendue, le concept séduit les Français. Et ce ne sont pas les livres anciens qui cartonnent mais les neufs. Les consommateurs achètent sur Amazon pour contrer les ruptures de stock ! Un grand ouf pour les salariés de la filière française. Car, en 2004, le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, pensait fermer cette entité, mais en consultant les performances de la nouvelle place de marché, il se ravise. L'entreprise grossit en



France, avec trois objectifs : proposer le choix le plus large possible, des prix bas, et fiabiliser la livraison. Quoi qu'il en coûte. « À la différence des acteurs traditionnels, Amazon se fiche de savoir si tel produit génère une marge. C'est l'ensemble des achats annuels d'un client qui doit dégager de l'argent,

et non pas chacun de ses achats », explique Philippe Goetzmann, expert de la grande distribution et ancien d'Auchan.

Dispense. « Avec notre place de marché, nous avons pris une longueur d'avance. Avant de rencontrer un succès planétaire, nous avons essuyé deux énormes échecs dans le développement de notre site, rapporte un cadre de la société américaine. Cela a contribué à créer autour d'Amazon la mythologie de la prise de risques et du long terme, nourrissant un cercle vertueux : plus on investit, plus on est attirant. Plus on est attirant, plus on nous accorde de l'argent pour nous développer. » Quand les entreprises françaises injectent en moyenne l'équivalent de 2 % de leur chiffre d'affaires, Amazon y consacre 10 %. En 2019, il a déboursé 17 milliards de dollars, 35 en 2020 et 46 en 2021. Étourdissant. Et rendu possible grâce à la diversification, dans la logistique, mais surtout dans le cloud. « Nous avions de gros besoins en cloud pour stocker toutes nos données. Il est apparu pertinent à Jeff Bezos de lancer ses propres serveurs, se souvient un ancien de l'entreprise. Nous avons ensuite proposé à nos clients de la ■■■

8 JOURS EXCEPTIONNELS

5-22 Novembre

Des prix exceptionnels dans toutes les collections*



rochebobo
PARIS

PARIS 3° • PARIS 7° • PARIS 12° • PARIS 14° • PARIS 17° • ATHIS-MONS • COIGNIÈRES • DOMUS C. CIAL • HERBLAY-MONTIGNY⁽¹⁾ • ORGEVAL • SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS
SAINT-MAXIMIN • SURESNES • VAL D'EUROPE C. CIAL/SERRIS • VERSAILLES. * Sur modèles spécialement signalés. (1) Magasin franchisé indépendant.

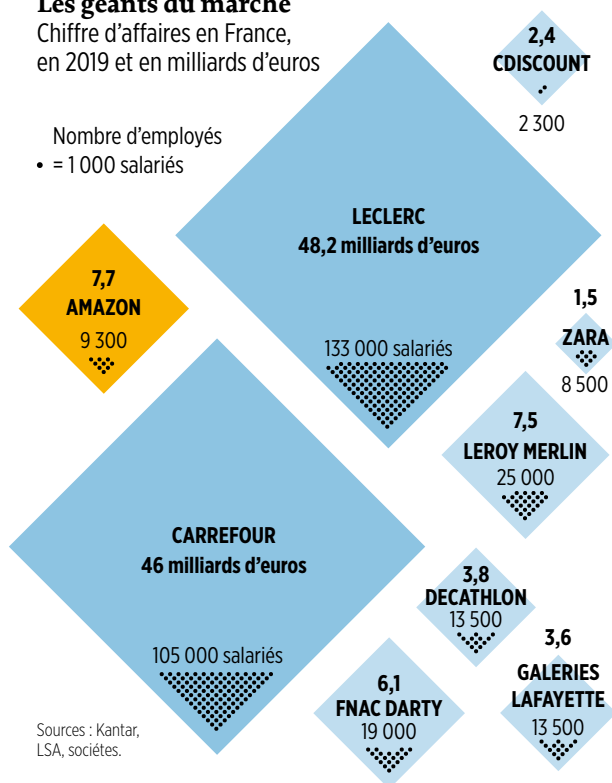
OUVERTURE EXCEPTIONNELLE LES DIMANCHES 7, 14 ET 21 NOVEMBRE AINSI QUE LE JEUDI 11 NOVEMBRE

Liste des magasins Roche Bobois de France participant à l'opération sur www.roche-bobois.com

Les géants du marché

Chiffre d'affaires en France, en 2019 et en milliards d'euros

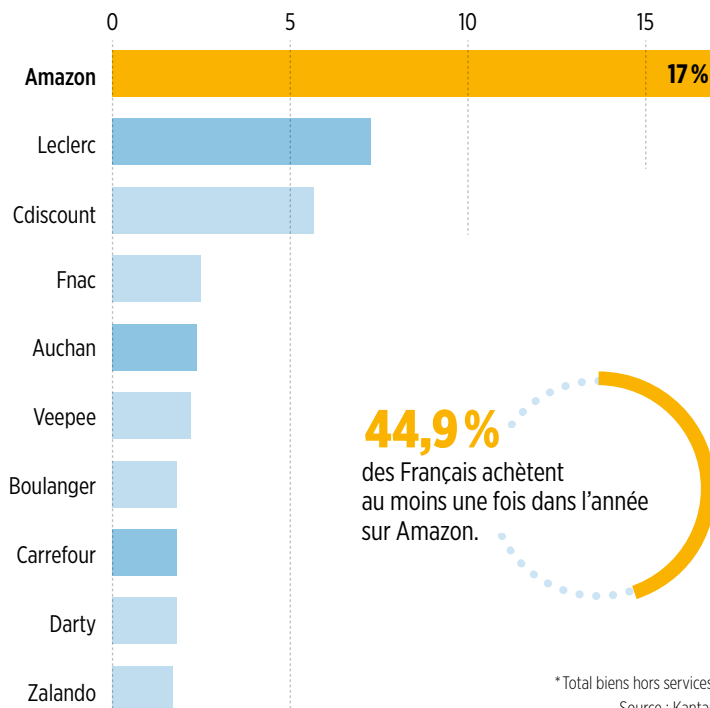
Nombre d'employés
• = 1 000 salariés



Sources : Kantar, LSA, sociétés.

Top 10 des sites d'e-commerce en France

Parts de marché en France*, en septembre 2021 et en %



44,9%

des Français achètent au moins une fois dans l'année sur Amazon.

* Total biens hors services.
Source : Kantar.

■■■ *plateforme de basculer leurs données vers notre cloud.* » C'est un triomphe ! Un flot de dollars s'abat sur l'entreprise, pourtant non rentable jusqu'en 2017. L'argent aidant, Amazon passe son temps à tester, améliorer son site, étoffer ses services – on l'a encore vu récemment avec l'acquisition des droits télé du football professionnel français pour une diffusion sur Amazon Prime. Grâce à sa montagne de dollars, l'entreprise se paie également les meilleurs avocats pour jouer avec « le trou dans la raquette » européenne... *« Nous pouvons rattraper notre retard, estime un concurrent, mais à condition de bénéficier des mêmes règles du jeu. »*

Sur le Vieux Continent, Amazon choisit – tiens, tiens – le Luxembourg comme base arrière. Idéal pour réduire sa facture fiscale, mais pas que. L'américain y est soumis au règlement européen général de protection des données, mais dans sa version luxembourgeoise, moins rigide que la française, ce qui lui permet de proposer une navigation sur son site plus fluide. Surtout au moment de passer à la caisse. Quand Cdiscount ou votre libraire vous demandent d'entrer un code pour confirmer vos achats, Amazon s'en dispense. Pratique pour éviter que le

consommateur ne se ravise au dernier moment. Au passage, il recueille davantage de données sur ses clients que les sociétés établies en France. Pratique, là aussi, pour peaufiner son offre et, surtout, pour vendre de la publicité. Les autorités françaises ont été saisies. En vain. *« Quand j'entends certains distributeurs se plaindre, j'ai l'impression d'entendre l'écologiste Sandrine Rousseau. C'est la négation du progrès économique »,* s'agace un défenseur de l'américain.

Blue Day. En bordure de Paris, Philippe Laurent, maire de Sceaux, préside l'association pour le renouveau des centres-villes. Il en est convaincu, *« combattre Amazon », « en dire du mal »,* est peine perdue. Mieux vaut valoriser *« nos petits commerçants »,* raconter qu'« aller chez son

« Nous pouvons rattraper notre retard, à condition de bénéficier des mêmes règles du jeu. » Un concurrent

épicer du coin contribue au bonheur. » Un peu court ? *« Amazon déploie une vraie stratégie pour être reconnu, respecté et œuvrant pour l'intérêt général »,* souffle-t-il. Sa seule limite est l'imagination : les représentants d'Amazon sont présents partout. Dans les chambres de commerce afin de promouvoir leur plateforme, sur le terrain pour dégoter des emplacements pour leurs entrepôts... Et, bien sûr, dans les ministères. Le 8 septembre, ils ont été aperçus au centre de conférences Colbert, à Bercy. Tout comme d'autres distributeurs, des fabricants, des fédérations, ils étaient conviés par la ministre de l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher, pour valoriser le *« fabriqué en France »*. Ou, plus exactement : *« pour créer un événement populaire autour du "fabriqué en France" à l'occasion du Black Friday »*. Bercy avait même l'ambition de substituer à ce concept de promotions agressives popularisé par Bezos, le Blue Day, un événement 100 % « made in France ». Les rivaux français du géant de Seattle ne semblent pas emballés par l'idée. Pendant qu'ils pinaillent, Amazon a déjà lancé une offre en ligne à la gloire des produits français. Comment prononce-t-on « cocorico » à Seattle ? ■

8H30-9H | BOURDIN DIRECT

JEAN-JACQUES COMME VOUS

RMC
INFO TALK SPORT

JEAN-JACQUES BOURDIN

 ÉCOUTEZ RMC PARTOUT TOUT LE TEMPS

EN TV CANAL 15



Georg Riekeles : « Les Gafam »

Pression. Un ancien conseiller de la Commission européenne raconte les méthodes des Gafam.

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL BERRETTA

I fut l'un des plus proches conseillers de Michel Barnier à la Commission européenne. Pour *Le Point*, Georg Riekeles, désormais directeur associé du think tank EPC, témoigne du lobbying systématique des Gafam à Bruxelles. On peut retrouver ses analyses sur le réseau Medium.com.

Le Point : Quand avez-vous rencontré pour la première fois les Gafam à Bruxelles ?

Georg Riekeles : En 2010, j'entre au cabinet du commissaire Michel Barnier, en

charge du marché intérieur. Je suis alors chargé de suivre le sujet du marché unique numérique, du droit d'auteur. Je découvre le sujet, mais aussi le lobbying. Les Gafam sont des créatures assez fascinantes. Il faut les admirer pour leur succès, qui repose sur l'innovation, la disruption, leurs nouveaux produits et services. Mais, par leur taille, leur modèle économique de prédation, leur collecte sans bornes de données, les Gafam sont aussi des « pieuvres géantes » qui ont capturé nos sociétés, notre économie et nos vies privées dans leurs réseaux tentaculaires... Si elles ont pris le pouvoir, c'est qu'on leur a laissé le pouvoir. La loi américaine de 1996 a conféré une immunité énorme aux plateformes du Web par rapport aux contenus qu'elles font circuler. Cette exonération a été érigée en totem pendant vingt ans. Par mimétisme, lobbying ou simplement inconscience – c'était l'esprit du temps –, l'Europe a adopté la même règle en 2000 dans le cadre de la directive sur le commerce électronique. Le droit

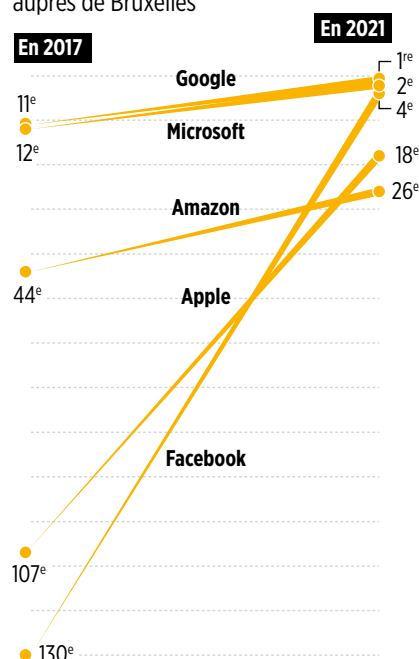
de la concurrence de l'UE, qui était leur plus grande appréhension, a été appliqué de manière tardive, pusillanime ou inefficace. Sur le droit d'auteur, l'Europe a plutôt tenu bon. La réglementation européenne est donc bien la clé !

Et derrière tout cela, le lobbying...

Oui. Au cabinet de Barnier, on voulait préparer un « livre blanc sur le droit d'auteur ». Tous les acteurs du dossier sont venus nous voir, pas seulement Google, toutes les plateformes et les ayants droit. Et je me souviens des premières approches intéressées, notamment du directeur juridique d'une grande major du disque, un Anglais en costume trois pièces. Il me dit : « *Mon cher Georg, que comptes-tu faire après la vie de cabinet ?* » Il n'avait pas besoin d'en dire plus. À la Commission, il y a une éthique très forte et un cadre de transparence et d'enregistrement des lobbys qu'on ne trouve pas au Parlement européen notamment. Malheureusement, cela n'a pas empêché une ancienne vice-présidente de la Commission, en

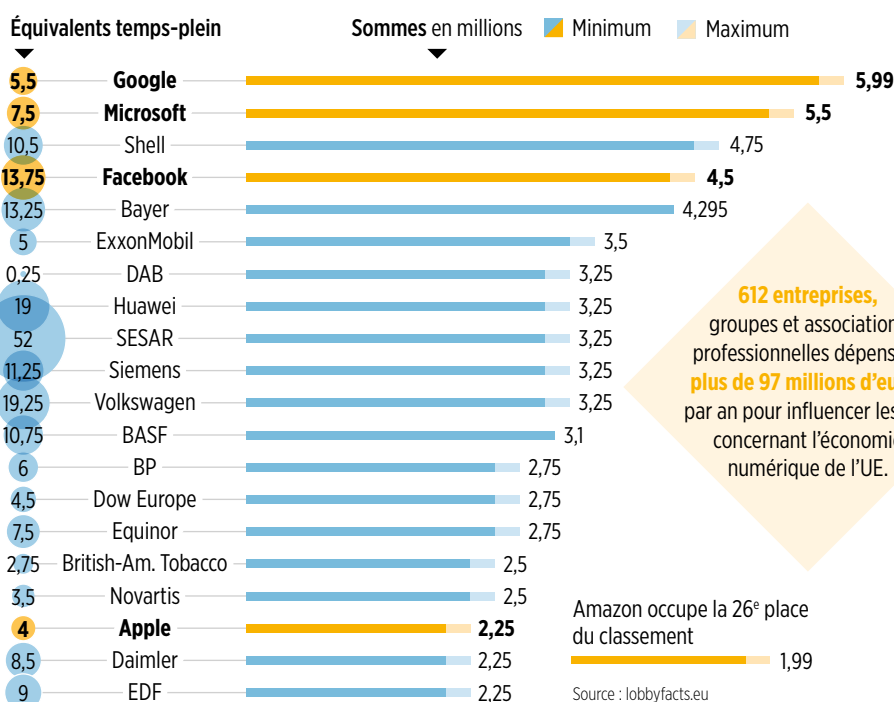
Le forcing des Gafam

Évolution du classement des entreprises les plus dépensières en lobby auprès de Bruxelles



Les lobbys en 2021

Moyens humains et financiers déployés à Bruxelles pour des activités de lobbying



612 entreprises, groupes et associations professionnelles dépensent plus de 97 millions d'euros par an pour influencer les lois concernant l'économie numérique de l'UE.

Amazon occupe la 26^e place du classement

Source : lobbyfacts.eu

sont des pieuvres géantes »

charge de la société numérique [Neelie Kroes, NDLR], d'aller pantoufler dans les conseils d'administration de plateformes américaines. L'un des meilleurs spécialistes du droit d'auteur, au Parlement européen à l'époque, a été recruté en 2014 par Google. Je comprends que tout le monde ait une maison à payer... Il n'y a rien d'ilégal, mais chacun fait ses choix.

Quid du lobbying dissimulé ?

L'un des sujets qui entraient dans le champ du droit d'auteur était les « contenus générés par les utilisateurs ». En résumé, les vidéos postées sur YouTube. La question était de savoir si la musique utilisée par un internaute pour illustrer sa petite vidéo était soumise au droit d'auteur. Un discours s'installait dans le débat public qui victimisait les pauvres adolescents dans leurs chambres, qui seraient pourchassés par les ayants droit. Ce n'était pas la réalité : ceux qui devaient payer, c'étaient les plateformes, qui ramassaient des profits publicitaires avec les contenus produits gratuitement par les internautes. Je n'ai pas le souvenir d'avoir rencontré YouTube, mais on croisait beaucoup de « groupes de citoyens ». Ils venaient à la Commission, faisaient le tour des cabinets, démarchaient les eurodéputés. À un moment, je me suis dit : mais qui sont ces personnes ? J'ai fait une recherche sur Google et en fait, ironie de l'histoire, l'une des animatrices de ce groupe de citoyens faisait aussi, par hasard, du conseil pour Google, maison mère de YouTube... J'en parle autour de moi et on me répond : « Ah oui, c'est comme ça. C'est sans doute une campagne d'astroturfing. » L'astroturf, c'est le revêtement artificiel des stades, par opposition au gazon naturel. Dans le lobbying, c'est la création factice d'un « mouvement spontané » de citoyens pour représenter les intérêts commerciaux de grandes entreprises. Une sacrée révélation pour moi.

Vous retrouvez les Gafam à la sortie du cabinet Barnier, en 2014...

J'ai eu des contacts avec pas mal de cabinets de conseil sur Bruxelles. Tous m'ont dit : « Votre profil nous intéresse. Nous avons un gros client, Google. Il est au cœur des sujets sur lesquels vous avez travaillé. »



Vigie. Georg Riekeles, expert ès Gafam.

Quelque part, ce n'est pas surprenant. Ce qui l'est, en revanche, c'est que tous les cabinets avec qui je parlais semblaient avoir Google pour client... Quand l'argent n'est pas un problème, vous achetez tout le monde de manière à empêcher les adversaires d'être bien représentés. Après le Brexit, j'ai quitté la Commission pour entrer dans un autre think tank, EPC (European Policy Center). Rapidement, j'ai été contacté par des cabinets de conseil, d'avocats, de « diplomatie économique », qui m'ont demandé si, en plus de mes fonctions au sein du think tank, je serais intéressé par un rôle de « senior adviser » chez eux pour conseiller quelques grands clients et, sans forcément faire du lobbying direct, participer au partage d'informations. Et je retombe même sur un autre exemple d'astroturfing quand l'un des cabinets me dit qu'il travaille sur un beau dossier : « On anime, pour le compte de Google, un groupe d'éditeurs de presse qui sont contre les droits voisins. Notre rôle, c'est de les aider à trouver leur chemin à Bruxelles. » Je n'ai pas poussé plus loin la conversation. J'ai décliné l'offre. J'ai également été contacté par un chasseur de têtes qui

« Quand l'argent n'est pas un problème, vous pouvez acheter tout le monde. »

voulait de l'aide pour construire l'influence d'un grand groupe chinois.

Les think tanks sont-ils protégés ?

Non ! L'univers des think tanks est fragile et intéresse naturellement beaucoup ces grandes boîtes. Quand vous enregistrez plus de 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an, s'il faut dépenser 500 000 euros, 2 ou 20 millions d'euros pour obtenir des résultats, ce sont des cacahuètes pour eux. Souvent leur objectif n'est pas le lobbying direct, mais simplement d'orchestrer une petite musique de fond favorable. En ce moment, Facebook finance sur Twitter des pubs où des petits entrepreneurs expliquent que Facebook n'est pas un « gatekeeper » [un contrôleur d'accès à un marché, NDLR] mais au contraire leur « market maker » [créateur de marchés, NDLR].

Quand on reçoit des études de think tanks avec le même argument, c'est suspect. Là où je travaille, nous prenons soin d'avoir un modèle pluriel, où un donateur individuel ne dépasse jamais un 60° ou un 70° de notre budget total. Il faudrait trouver les moyens d'un financement indépendant et plus conséquent des think tanks ou des instituts de recherche.

Quel type de financement ?

Une ligne du budget européen ou un financement par de grandes fondations, mais cela est moins dans la tradition européenne. Il y a eu un précédent très important avec Finance Watch. En 2010, en pleine crise financière, le Parlement européen s'est rendu compte que les institutions étaient entre les mains des banques et des lobbyistes du monde financier et que tout ce qui entoure ces institutions avait aussi été acheté par ceux qui possédaient le plus d'argent. Si on a été capable de faire un Finance Watch, qui malheureusement manque toujours de moyens, on doit pouvoir créer un Tech Watch ou Technopolis – polis et police –, comme je l'ai suggéré. Cela me paraît indispensable. En tout cas, les politiques, comme Emmanuel Macron, qui parlent de souveraineté européenne, doivent s'en saisir. L'Europe ne sera jamais souveraine, si elle n'est pas souveraine de ses idées ■

Ils chuchotent à l'oreille des politiques...

Écho. Microsoft, Google ou Amazon sollicitent d'ex-conseillers ministériels. Un lobbying fort efficace.

PAR ROMAIN GUBERT

C'est un document en accès libre, disponible sur le site de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, à la rubrique « Répertoire des représentants d'intérêt ». C'est surtout une véritable mine pour mesurer l'ampleur du lobbying des Gafam auprès des politiques français. Depuis 2017, tous les lobbyistes doivent s'y enregistrer et présenter leurs activités. Certains jouent la franchise. L'an passé, les 11 collaborateurs d'Amazon (avec sa filiale Amazon Web Services) ont ainsi rencontré un conseiller du président de la République, des ministres, leurs conseillers et des parlementaires pour défendre « *un droit du travail plus adapté à l'e-commerce* », combattre la « *taxe Gafa* », réclamer davantage de « *stabilité dans la régulation fiscale* », des conditions plus « *harmonieuses* » pour le secteur logistique ou encore faire de la pédagogie sur le « *cloud* », l'« *intelligence artificielle* » ou la « *reconnaissance faciale* ».

Google France (10 personnes à plein temps pour son lobbying et 1 million d'euros de dépenses en 2020) met surtout en avant ses rencontres avec des députés et sénateurs pour leur présenter ses actions en faveur de la « *protection du jeune public* », de la « *diversité* », d'un « *droit d'auteur* » ou expliquer les tenants et les aboutissants de la « *publicité personnalisée* ». Certains font aussi dans l'anecdote. Entre deux sujets techniques, on apprend que, pendant la pandémie de Covid-19, le représentant d'Apple a fait le tour des couloirs du ministère de la Santé pour

expliquer comment l'entreprise américaine pouvait « *aider les résidents des Ehpad à rester proches de leur famille* »...

Sébastien Gros (il n'a pas répondu à nos sollicitations), le lobbyiste d'Apple, n'a pas eu à chercher longtemps qui contacter : avant son embauche en 2019, il était l'un des principaux collaborateurs, au ministère de l'Intérieur puis à Matignon, de Manuel Valls, qui l'a remercié en le nommant préfet. Ce n'est pas un cas isolé. En 2013, lorsque l'énarque Laurent Solly, l'un des anciens lieutenants de Nicolas Sarkozy, avait rejoint Facebook après un passage par TF1, certains de ses amis s'en étaient étonnés. Il n'a fait qu'ouvrir la marche. Les Gafam emploient une quantité impressionnante d'ex-collaborateurs de ministres ou d'ex-assistants parlementaires pour défendre leur image, leurs intérêts ou développer les activités de leurs branches françaises (tous ne sont pas forcément lobbyistes) grâce à leur parfaite connaissance du milieu politique et de l'administration. Parmi les plus symboliques : Yohann Bénard (Amazon), un conseiller d'État, ancien directeur adjoint du cabinet de Christine Lagarde à Bercy ; Julie Lavet (Apple), ex-conseillère de Julien Denormandie (gouvernement d'Edouard Philippe) et de Bernard Cazeneuve à Matignon ; Stanislas Bosch-Chomont (Amazon), ancien des cabinets de NKM et de Christine Lagarde ; Benoît Tabaka (Google), qui fut le secrétaire général du Conseil national du numérique créé par Nicolas Sarkozy...

Sénatrice UDI, Catherine Morin-Desailly a fait de ces va-et-vient l'un de ses

combats. Spécialiste des nouvelles technologies, sur lesquelles elle a rédigé plusieurs rapports, elle met systématiquement les pieds dans le plat lors des questions au gouvernement au nom de la « *souveraineté* ». Elle a notamment pointé du doigt le parcours de Benoît Loutrel, un ancien de Bercy, passé par l'Autorité de régulation des communications électroniques, puis chez Google, puis au CSA, ou encore celui de Mathieu Gendron, ancien Monsieur Internet de l'Éducation nationale, passé chez Amazon. « *Je suis atterrée par la facilité avec laquelle les Gafam se vendent auprès des politiques. Et le phénomène est le même partout. À Bruxelles ou à Londres. Il y a quelques semaines, je suis allée retrouver mes collègues parlementaires britanniques pour parler des Gafam. Et le représentant de Facebook était... un ancien député conservateur. Inutile de dire que la conversation a été des plus aimables...* »

« Publicité ». Député MoDem, Philippe Latombe est sur la même ligne : « *Il ne s'agit pas de simples va-et-vient entre le public et le privé, mais d'une véritable autoroute. Beaucoup de mes collègues politiques connaissent mal ces sujets. Dans leurs mairies, leurs cantines ou leurs crèches, ils utilisent Google ou Microsoft, et leurs responsables informatiques ne leur font pas remonter de problèmes particuliers, donc ils adhèrent à ce que les lobbyistes – qu'ils connaissent pour les avoir côtoyés dans les ministères – viennent leur raconter sans mesurer le problème de souveraineté que pose l'influence des Gafam.* » Expert d'Internet auprès de plusieurs administrations, Bernard Benhamou est encore plus critique : « *S'il n'y avait que la naïveté des politiques... Mais tout le monde est comme fasciné et ne semble plus avoir de recul, ce qui rend d'autant plus aisé le lobbying des Gafam. Même chez les journalistes. Il y a quelques jours, Facebook annonce changer de nom. Son patron en France est aussitôt invité sur une matinale de radio pendant*

« Ils veulent des gens qui connaissent parfaitement le pays. »
Un lobbyiste anonyme

Ce que les Gafam dépensent pour leur lobbying en France

Google France
10 lobbyistes
1 million d'euros en 2020

Amazon France
8 lobbyistes
0,9 million d'euros en 2020

Amazon Web Services France
3 lobbyistes
0,5 million d'euros en 2020



Facebook France
4 lobbyistes
0,7 million d'euros en 2020

Microsoft France
3 lobbyistes
1 million d'euros en 2020

Apple France
1 lobbyiste
0,3 million d'euros en 2020

dix minutes comme un ministre, pour faire la publicité de son entreprise sans avoir à affronter une seule question critique. » Confession off d'un lobbyiste qui travaille pour un géant de la tech américaine : « Ces entreprises paient certes extrêmement bien. Mais elles n'achètent pas seulement un carnet d'adresses : elles n'ont pas à convaincre qu'elles ne polluent pas ou que leur médicament est bon pour la santé. Avec leurs produits, elles changent le monde à une vitesse phénoménale. Elles veulent donc avoir des gens qui connaissent parfaitement le pays, capables d'anticiper, de décrypter les réactions des uns et des autres et de faire de la veille permanente sur tous les sujets. Quoi de mieux pour cela qu'un ancien de Matignon ou de Bercy ? »

Avocat et ancien de plusieurs cabinets ministériels sous François Hollande, Grégoire Kopp a un temps été le communicant d'Uber pour la France. Il défend le rôle qu'il a joué pour la plateforme : « Ces entreprises de la tech américaine sont créées et pilotées par des ingénieurs qui ne pensent pas forcément aux implications sociétales de leurs innovations. Certes, nous défendons leurs intérêts. Mais nous leur offrons aussi une expertise pointue sur chacun de leurs marchés, nous les sensibilisons, en interne, sur les mentalités propres à chaque pays, aux lois nationales, aux blocages et aux résistances de la société face à un nouveau produit. »

Passé par la Banque publique d'investissement (Bpifrance) et le cabinet de Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture sous la présidence Hollande, Antoine Boulay, qui défend Amazon Web Services comme consultant, dénonce les fantasmes que, selon lui, véhicule le terme de « lobbying ». « Si vous pensez qu'en trois coups de fil à mon ancien patron à Bpifrance je l'ai convaincu d'utiliser les produits AWS, vous faites fausse route. Ce n'est pas comme ça que les choses se passent : quand Bpifrance a eu besoin d'un outil pour gérer les prêts garantis par l'État, elle a ■■■

« La nouvelle génération de hauts fonctionnaires est fascinée par les Gafam. » L'entrepreneur Tariq Krim

CARNETS DE SCIENCE

La revue du CNRS

Entrez dans les coulisses de la recherche



200 pages / 12,50 €



www.carnetsdescience-larevue.fr

CNRS EDITIONS

■■■ visiblement cherché l'efficacité, la rapidité et la fiabilité. Même chose quand Renault veut développer sa voiture intelligente : l'entreprise a cherché une technologie efficace pour aller plus vite. Il se trouve que celle-ci est américaine. »

L'entrepreneur du Net Tariq Krim dénonce, lui, un autre phénomène : les lobbys n'ont aucun mal à convaincre des vertus de leurs produits les fonctionnaires et les décideurs, qu'ils ont déjà sé-

duits. « La nouvelle génération de hauts fonctionnaires est fascinée par le modèle des Gafam, qu'elle rêve d'imiter. C'est l'objectif de l'État dit "plateforme" et d'une transformation numérique brutale qui s'appuie sur l'intelligence artificielle et les algorithmes pour réformer l'État. Avec cette illusion que l'on peut créer un service public numérique sans les citoyens et les fonctionnaires. Le paradoxe, c'est que ces Elon Musk de l'action publique sont persuadés d'œuvrer pour le

bien commun sans forcément analyser les effets à long terme d'une telle stratégie, notamment en matière de souveraineté. » Confirmation lorsque l'on regarde le profil du réseau professionnel LinkedIn d'un ancien très haut fonctionnaire qui a récemment rejoint Amazon Web Services. Sous la mention de ses éminentes fonctions, il a inscrit le slogan suivant : « Résoudre les challenges du secteur public grâce au cloud d'Amazon. » ■

Ce qu'en disent les prétendants à l'Élysée

« Le Point » a soumis à tous les candidats désignés, putatifs ou déclarés à l'élection présidentielle, un questionnaire pour connaître leurs intentions concernant les Gafam. Florilège.

Xavier Bertrand : « Il est inacceptable que l'État en tant que législateur, opérateur ou actionnaire d'entreprises stratégiques laisse ces données hébergées par des acteurs étrangers. La décision du gouvernement de mettre fin au cloud souverain pour le remplacer par un cloud de confiance est une erreur stratégique majeure.

Oui, plusieurs de ces Big Tech sont en situation effective de monopole. Rétablir une saine concurrence me paraît indispensable, les moyens pour cela existent, qui peuvent aller jusqu'au démantèlement. »

Éric Ciotti : « La France doit enfin rentrer dans la bataille mondiale de l'innovation. Pour cela, je propose la mise en place d'un plan quinquennal avec une fiscalité et des charges réduites pour les entreprises qui s'engagent dans une démarche d'innovation dans les secteurs stratégiques : cloud, data et IA, cybersécurité... »

Anne Hidalgo : « Si puissantes soient-elles, les Big Tech américaines ont besoin du marché européen.

C'est un levier de négociation très puissant pour qui veut bien se donner la peine de l'utiliser. Ces cinq dernières années, nous avons été bien trop passifs à cet égard. Présidente, je changerai de braquet. »

Marine Le Pen : « Tout comme avec les Gafam, nous devons être vigilants vis-à-vis des géants du numérique chinois. Dans les deux cas, les moyens existent ! Contre TikTok, par exemple, les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, ont temporairement interdit les activités américaines de l'entreprise et l'ont contrainte à vendre ces activités à des groupes américains. »

Arnaud Montebourg : « Après la vente par appartements de nos fleurons, c'est désormais la scandaleuse gafamisation de l'État qui est en marche, à travers les chevaux de Troie numériques admis à l'intérieur de l'État. Il faut faire cesser d'urgence cela. »

Jean-Luc Mélenchon : « La France ne doit pour cela dépendre ni d'autres pays, ni de multinationales

comme les Gafam, qui sont tenues par le droit américain de livrer leurs données aux services de renseignement américain si on le leur demande. Le gouvernement est irresponsable de ne pas en tenir compte. »

Valérie Pécresse : « Le démantèlement à venir d'un Google est inscrit dans sa position ultradominante, tout comme les gigantesques trusts américains au XX^e siècle. Seule l'existence de la concurrence permet de préserver à terme les libertés individuelles. L'État, les collectivités locales et les opérateurs publics devront ainsi montrer l'exemple en achetant plus de 50 % de leurs logiciels à des fournisseurs européens. »

Éric Zemmour : « Je suis favorable à la certification, par l'Anssi par exemple, de téléphones sécurisés pour l'ensemble des hauts cadres de l'administration et du gouvernement. » ■ PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES PAUGAM

L'INTÉGRALITÉ DE LEURS
RÉPONSES SUR lepoint.fr



État-major Eurogroup Consulting



Claudia
Montero

Emiland
d'Alincourt

Stéphane
Geffrier

Cécile
Gouesse

Gilles
Bonnenfant

Matthieu
Sainton

Marc
Siblini

Cécilia
Gordon

Cécile
Michel

Patricia
Beaumont

Eurogroup Consulting est un cabinet de conseil indépendant, détenu à 100 % par ses associés et collaborateurs. Spécialiste de la transformation, cette structure, qui va fêter ses 40 ans, compte 400 collaborateurs en France et 3 700 dans le monde à travers son réseau Nextcontinent. Avec un chiffre d'affaires de 75 millions en France, le cabinet comprend parmi ses clients : BNP, Enedis, Kering, la Poste, Thales, L'Oréal, etc. Le comex d'Eurogroup Consulting, renouvelé l'été dernier, comporte dix associés. **Gilles Bonnenfant** (59 ans, Arts et Métiers ParisTech), ancien d'Arthur Andersen et de Mazars, est le président d'Eurogroup Consulting et d'Eurogroup Company, qui rassemble les entités et expertises de l'offre de conseil du groupe. **Claudia Montero** (49 ans, HEC), directrice générale, chapeaute les activités Services et Industrie. **Emiland d'Alincourt** (43 ans, ESCP et Paris X/Mines) dirige la filière Aéronautique, spatial et défense. **Stéphane Geffrier** (48 ans, DESS gestion publique à Paris-Dauphine et IEP de Paris)

supervise l'activité de conseil dans le secteur public. **Cécile Gouesse** (42 ans, Audencia et master en change management à l'université de Versailles-Saint-Quentin), ex-IBM, BCS et Réseau+, pilote l'activité Mobilités. **Matthieu Sainton** (38 ans, master en contrôle de gestion et master en management des organisations culturelles à Dauphine) est aux manettes de la filière Santé, social et solidarité. **Marc Siblini** (46 ans, Neoma Business School), ex-Oresys et Unilog Management, dirige la practice Services financiers. Trois membres du comex supervisent les activités transverses : **Cécilia Gordon** (38 ans, IEP de Paris) pour le digital et l'IA, **Cécile Michel** (44 ans, ED-HEC) pour l'accompagnement des transitions, **Patricia Beaumont** (50 ans, ESG Paris et DESS droit et pratiques des affaires internationales, droit des affaires à Nice-Sophia-Antipolis), ex-Renault Nissan Consulting, pour les sujets de performance et d'excellence opérationnelle à impact durable ■

BEATRICE PARRINO

ÊTRE PARTENAIRES
C'EST RELEVER
ENSEMBLE DES DÉFIS.

Banque des ETI,
de leurs dirigeants
et banque privée
depuis plus de 240 ans



BANQUE
PALATINE

PARTENAIRE PREMIUM



Pourquoi ils aiment la France



Post-Covid. Résidences, terres agricoles, entreprises...
Où les étrangers investissent-ils dans notre pays ? Enquête.

PAR MARIE BORDET ET JÉRÔME CORDELIÉ,
AVEC BRUNO MONIER-VINARD
ET BEATRICE PARRINO

Scoop : la France se porte bien. Du moins si l'on en croit les indices immobiliers et fonciers. Les étrangers sont de plus en plus nombreux à investir : dans les régions les plus touristiques, mais pas seulement. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, un détenteur de résidence secondaire sur cinq réside

fiscalement à l'étranger ! Les Italiens sont les plus représentés, suivis des Britanniques et des Belges. « *Cependant, souligne un notaire varois, les plus gros investisseurs étrangers dans la région restent les Français expatriés. Des gens qui travaillent dans la banque ou dans la net economy à Dubaï, Hongkong ou Londres et qui cherchent une résidence secondaire.* » Exemple, ce couple travaillant dans une start-up californienne et qui a l'intention d'alterner deux mois au

On dirait le sud...

La Nouvelle-Aquitaine (ci-dessus, Biarritz) est la deuxième région – derrière Provence-Alpes-Côte d'Azur – qui attire le plus les investisseurs étrangers.

bureau aux États-Unis et deux mois en télétravail dans la maison du Var qu'il vient d'acquérir.

La pierre au plus haut. En déclin, la France ? Nos paysages et notre art de vivre n'ont jamais été aussi attractifs. George et Amal Clooney viennent ainsi de succomber au charme de l'arrière-pays provençal. Le couple star a récemment acquis (pour près de 8 millions d'euros) le domaine du Canadel, ■■■

FRANK RUMPFHORST/DPA VIA ZUMA/REA